La croissance économique se réinvite dans le débat politique : “Si on investit, il y a un retour immédiat pour les caisses de l’État”



Pour l’économiste Philippe Ledent, il serait toutefois plus prudent de ne pas miser sur le retour de la croissance pour boucler le budget fédéral.

Elle fait peine à voir. Selon les dernières estimations du Bureau du plan, la croissance économique de la Belgique ne sera que de 0,7 % du produit intérieur brut (PIB) en 2026. Si bien que des voix commencent à s’élever au sein de l’Arizona (N-VA, MR, Engagés, Vooruit, CD & V) pour remettre la croissance au centre des préoccupations politiques dans la perspective des négociations budgétaires à venir et des 10 milliards d’euros à trouver d’ici à 2029.

Samedi, dans *La Libre*, le ministre de l’Économie, David Clarinval (MR), annonçait que son parti allait déposer sur la table du gouvernement “*un plan en 80 mesures pour booster la croissance”*. Selon lui, il est possible de rehausser la croissance de 0,5 point, pour la porter à 1,2 % du PIB. De la sorte, “*l’État empochera mécaniquement 1,5 milliard de recettes en plus”*.

Pour le président des Engagés, Yvan Verougstraete, “*nous avons besoin d’un choc d’investissement de 10 milliards d’euros par an pour […] relancer l’économie belge”*, a-t-

il écrit-il mercredi dans la *newsletter* de son parti, répétant une position déjà exprimée. "*Si on investit, il y a un retour immédiat pour les caisses de l'État*", dit-il à *La Libre*, sans toutefois se risquer à chiffrer ce retour. "*Il faut investir pour préparer l'avenir. Mais cet investissement permet aussi d'avoir des retombées très concrètes et immédiates pour l'économie belge – par exemple, le secteur de la construction – et donc pour les caisses de l'État.*"

Économiste senior chez ING, Philippe Ledent estimait, mi-juillet, sur la chaîne Trends Z, qu'une meilleure croissance était nécessaire pour assainir durablement les finances publiques. "*Si on avait maintenu la croissance économique que l'on avait jusqu'au milieu des années 2000* (proche des 2 % par an, NdlR)*, on n'aurait pas le problème budgétaire que l'on a aujourd'hui*", déclarait-il.

Un keynésianisme dépassé

Interrogé par *La Libre*, Philippe Ledent pense que le milliard et demi d'euros espéré par David Clarinval est "*un ordre de grandeur réaliste*" d'ici à 2029. Une croissance complémentaire de 0,5 point en trois ans lui paraît atteignable. Cela correspondrait, à la grosse louche, à 3 milliards d'euros en plus pour l'économie belge, dont la moitié serait captée par l'État, soit 1,5 milliard.

"Aujourd'hui, une politique qui stimule la croissance doit davantage être une politique d'offre qu'une politique de demande, développe l'économiste. *Pendant longtemps, on a considéré à juste titre que pour stimuler la croissance, il fallait stimuler la demande. Selon le keynésianisme standard, l'État injectait de l'argent dans l'économie pour stimuler l'investissement public, la consommation des ménages, etc."*

"Aujourd'hui, on est plutôt dans un monde où la demande est là – pensez à la rénovation des bâtiments ou à la transition énergétique. Le problème, c'est que l'offre (les acteurs économiques, NdlR) *ne suit pas. Parce qu'on a des problèmes de logistique, des problèmes de main-d'œuvre… Dès qu'on veut passer à la vitesse supérieure, l'économie bute vite sur les contraintes d'offre."*

En cela, M. Ledent trouve que "*la réforme des pensions et la limitation des allocations de chômage dans le temps devraient mettre davantage de gens sur le marché du travail et avoir un impact concret*". "*Cela va dans la bonne direction, mais il manque une étape décisive : un vrai plan de croissance intégré par lequel tous les niveaux de pouvoir définissent ensemble une trajectoire de croissance de l'économie belge.*" Des leviers comme la formation professionnelle, l'enseignement et les politiques industrielles relèvent en effet des Régions et Communautés. "*Le fédéral peut prévoir un plan de croissance, mais il n'a pas toutes les cartes en main.*" […]

Antoine Clevers